

QUELLE STRATÉGIE CONTRE L'AUSTÉRITÉ ?

COMMENTAIRES À PROPOS DE L'ARTICLE DE COSTAS LAPAVITSAS

La conjoncture politique est depuis deux ou trois ans dominée par le développement et l'ampleur de la crise économique qui a éclaté aux États-Unis en août 2007. La crise a d'abord semé la panique à travers les marchés financiers en 2007-2008 puis s'est transformée d'une crise du crédit en une crise bancaire (durant l'automne 2008) et a ensuite provoqué la plus grande contraction de l'économie mondiale depuis la sortie de la deuxième guerre mondiale. La situation s'est stabilisée depuis l'hiver passé et une timide reprise s'esquisse, mais la crise grecque du printemps a fourni la preuve s'il en fallait que la crise capitaliste est loin d'avoir fait tout son chemin¹.

Nous sommes depuis dans une phase de la crise où au cœur des problèmes se trouvent les gigantesques déficits enregistrés par les états, déficits qui sont le résultat des sauvetages massifs des banques, des plans de relance, de la diminution des recettes fiscales et de l'augmentation des dépenses sociales résultant de la récession de 2009. Et alors qu'en 2009, la récession avait provoqué une vague de licenciements et par conséquent des luttes ouvrières contre ces derniers, la crise grecque et le virage généralisé vers les politiques d'austérité qu'elle a suscité en juin 2010 nous montrent la forme que prendront les luttes dans les mois et années à venir, à savoir des luttes défensives et de masse, principalement dans le secteur public, pour résister aux politiques de rigueur mises en place par les gouvernements. Il faut cependant noter qu'alors qu'en Grèce il a fallu prendre

des mesures très dures tout de suite, dans les grands pays de l'eurozone (Allemagne, France, Italie) les plans de redressement fiscal présentés par les différents gouvernements ne commenceront vraiment qu'en 2011 et raisonnent à l'échelle de deux ou trois ans.

Cette situation soulève une série de débats au sein du mouvement ouvrier, en particulier au sein de la gauche radicale. Au centre de la réflexion est l'impératif de « ne pas payer leur crise », c'est-à-dire les stratégies (formes de lutte, revendications, etc.) que les travailleurs doivent mettre en place pour ne pas voir leur niveau de vie diminué par les tentatives de réduction des déficits publics. Ce débat se pose dans tous les pays européens, avec plus ou moins d'acuité selon le pays et selon la pression sous laquelle le gouvernement en question se trouve pour réduire le déficit budgétaire. Evidemment, le pays où ce débat a eu lieu avec le plus d'intensité jusqu'ici est la Grèce, puisque les travailleurs grecs se sont trouvés confrontés très vite à des politiques de rigueur très dures et ont riposté avec six journées de grève générale en six mois. Et c'est bien parce que la situation des finances publiques grecques était si dramatique et par conséquent les mesures d'austérité si brutales



que le débat au sein de la gauche radicale a tourné autour de propositions aussi radicales que le défaut de paiement.

L'intervention de Costas Lapavistas – et de ses collaborateurs du groupe *Research on Money and Finance* – dans ce débat est très importante. Au niveau de l'analyse, la rigueur et le niveau de détail des rapports² préparés par ce groupe de chercheurs sont tout simplement ce qui a été produit de mieux. Et c'est pour cela que leur intervention dans le débat politique a été si remarquée. Leur analyse et leurs propositions ont été largement discutées, y compris dans la presse bourgeoise. En Grèce en particulier, Costas Lapavistas a participé à des meetings organisés autour d'un appel lancé par trente économistes et intellectuels de gauche qui met en avant les revendications principalement d'annulation de la dette et de sortie de l'euro³ et invite la gauche grecque à les adopter et à structurer son intervention dans le mouvement autour de ces mots d'ordre. Et l'article publié dans la précédente livraison de la revue *Que faire ?* reprend effectivement la même analyse et en tire les mêmes conclusions politiques⁴.

Dans cette analyse et les conséquences politiques qui en découlent il y a pourtant un aspect qui est problématique. Il s'agit principalement du mot d'ordre « sortie de l'euro », mais aussi de l'idée selon laquelle une dévaluation de la monnaie nationale grecque ferait partie d'une éventuelle solution ou qu'une fois sortie la Grèce de l'eurozone, elle devrait mettre en place des politiques

industrielles pour augmenter la productivité et regagner sa compétitivité perdue (ces propositions n'ont pas été retranscrites dans l'article paru dans *Que Faire ?* mais se trouvent dans les rapports de *RMF*).

Le problème est d'abord d'ordre analytique. Il y a une ambiguïté dans l'analyse que fait Costas Lapavistas de l'eurozone en termes de cœur et périphérie. Dans un premier temps, il explique la chose suivante :

« *C'est un fait présent [la structure cœur-périphérie] dans le capitalisme. Ce n'est pas une chose nouvelle, le capitalisme a toujours créé des systèmes de cœur-périphérie, de différentes façons* »⁵

Mais une colonne plus loin, l'analyse change :

« *En résumé, l'accumulation de dettes en périphérie découle de la nature de la zone euro* »⁶

Ces citations s'appuient sur deux analyses différentes. Soit les différences de compétitivité et donc de santé financière entre les pays proviennent de la nature du capitalisme, soit de l'eurozone.

Dans le premier cas, l'eurozone a certes soustrait aux états membres des instruments de politique économique (en européanisant les politiques monétaires nationales et en imposant un cadre rigide pour les politiques fiscales nationales – le pacte de stabilité) mais ce n'est pas ce qui est la cause des déséquilibres macroéconomiques entre le cœur et la périphérie. Plutôt, ceux-ci reflètent la façon dont le capitalisme fonctionne. Ce mode

1. Voir pour une analyse plus détaillée du cheminement de la crise l'article paru dans le numéro 3 de *Que Faire ?* « Entre deux tempêtes », disponible en ligne ici <http://quefaire.lautre.net/que-faire/que-faire-no03-mars-avril-2010/article/entre-deux-tempetes>

2. Le premier rapport (« Eurozone Crisis: Beggar Thyself and Thy Neighbour », « La crise de l'eurozone : Appauvris-toi et ton voisin ») est disponible en ligne ici <http://researchonmoneyandfinance.org/media/reports/eurocrisis/fullreport.pdf>. Un deuxième rapport a été publié, sur les politiques d'austérité (« The Eurozone between Austerity and Default », « L'eurozone entre austérité et défaut de paiement »), disponible en ligne ici <http://www.researchonmoneyandfinance.org/media/reports/RMF-Eurozone-Austerity-and-Default.pdf>

3. Le site internet des économistes et intellectuels grecs est celui-ci : <http://www.nomoneynodebt.gr/index.php>. On peut y lire leur appel traduit en anglais ici <http://www.nomoneynodebt.gr/details.php?id=38>, vers le milieu de la page.

4. En français, il existe aussi l'interview accordée par Costas Lapavistas à Cédric Durand et publiée sur le site de *Contretemps* ici <http://www.contretemps.eu/interviews/deflation-%E2%80%99Cbon-euro%E2%80%99D-rupture> et également reproduite dans le numéro 7 de la version papier de ladite revue.



Deux analyses différentes : soit les différences de compétitivité et donc de santé financière entre les pays proviennent de la nature du capitalisme, soit de l'eurozone

de production est constitué par deux types de relations, l'exploitation du travail par le capital et la concurrence entre capitaux. Le travail produit la valeur dont une partie – la plus-value – est appropriée par le capital par le mécanisme du salaire. Mais ensuite, les capitaux se battent pour se répartir la plus-value qu'ils ont extorquée collectivement aux travailleurs. Ils font cela en introduisant des innovations technologiques qui augmentent leur productivité. Ainsi, le capital qui est le plus avancé technologiquement récolte une plus-value extra, ou un surprofit. Lorsque les innovations technologiques se généralisent, ce surprofit disparaît. Mais le capital innovateur a déjà accumulé une masse de profit plus grande que ses concurrents, ce qui lui permet d'effectuer de nouveaux investissements à une échelle plus large que ce que pourront faire ses concurrents et donc renouer avec les surprofits. Ce mécanisme donc tend à favoriser le développement inégal entre capitaux – ceux qui sont déjà plus développés resteront très probablement aussi plus compétitifs. Pour ce qui est des économies nationales, ce qui compte est la concentration plus ou moins grande de capitaux technologiquement avancés. Ce qui explique que l'Allemagne est le pays le plus compétitif en Europe puisque elle a la plus grande concentration d'entreprises technologiquement avancées⁷. D'où les écarts de compétitivité et les déséquilibres

macroéconomiques en Europe⁸.

Dans le deuxième cas, et c'est cette analyse qui domine chez Lapavitsas, le fait de soustraire à la classe capitaliste grecque et à son état les principaux instruments de politique économique l'a empêchée de mettre en place des politiques qui auraient préservé sa compétitivité internationale. Pourquoi ? Plus loin dans l'article, Lapavitsas résume l'élément supplémentaire qui explique les déséquilibres européens :

« Mais le pire dans tout cela c'est que le problème de cœur et de périphérie s'est produit à cause du fait que la compétitivité allemande a été plus forte qu'en périphérie, se traduisant par des salaires faibles »⁹

L'analyse est donc la suivante : l'eurozone n'a pas permis aux capitalistes grecs de résister à la stagnation des salaires réels des travailleurs allemands depuis 2000 parce que d'une part ils n'ont pas réussi à imposer la même rigueur à leurs travailleurs et surtout parce qu'ils n'ont pas pu dévaluer leur monnaie nationale de façon à enrayer les pertes de compétitivité. Face à cette situation, l'endettement a explosé en Grèce et quand la crise de 2007 a éclaté, elle a frappé d'autant plus durement la Grèce.

Il est évident que la rigueur salariale imposée en Allemagne depuis le début des années 2000s en lien avec la croissance très rapide des coûts salariaux dans les autres pays a aggravé la situation pour les

5. Costas Lapavitsas, « L'euro est-il fini? », *Que faire ?* 4, pp35-34.

6. Ibid, p34.

7. Voir à ce propos Guglielmo Carchedi For Another Europe: A Class Analysis of European Economic Integration, Londres, Verso, 2001, pp117-129.

8. Ce bref exposé de la dynamique du développement inégal entre capitaux est évidemment approximatif. En dehors des innovations technologiques, un autre aspect qui détermine la concurrence entre capitaux est le niveau auquel ils exploitent leurs salariés. S'ils arrivent à faire baisser le coût du travail suffisamment, ils peuvent concurrencer des capitaux plus avancés technologiquement. C'est effectivement la seule stratégie dont disposent les pays « retardataires » pour « rattraper » les pays avancés. La plupart du temps cela ne marche pas, mais des fois si, l'exemple le plus flagrant étant la Chine, dont l'émergence s'appuie sur les conditions terribles d'exploitation du travail.

9. Costas Lapavitsas, « L'euro est-il fini? », *Que faire ?* 4, p38.

10. Voir Jean-Marc Vittori « France-Allemagne : 1 à 3 », *Les Echos*, 7 avril 2010.

économies périphériques. Mais la solution de la dévaluation, en dehors des effets néfastes qu'elle aurait pour les capitalistes grecs, ne contribuerait à éroder les déséquilibres entre cœur et périphérie qu'en réduisant le pouvoir d'achat des travailleurs grecs. Elle renchérirait les importations - ce qui poserait problème aux capitalistes qui dépendent sur des importations de moyens de production – dont une partie sont consommées par les travailleurs, ce qui reviendrait à indirectement réduire leurs salaires. Le résultat serait similaire aux conséquences des politiques de rigueur.

Par ailleurs, cette analyse soulève la question de pourquoi la Grèce – et pour le coup tous les pays ne pouvant faire face à la concurrence allemande, y compris depuis dix ans la France aussi¹⁰ – ont opté pour l'euro et l'UEM tout en sachant que cela les empêcherait d'avoir désormais recours aux dévaluations comme moyen de restaurer la compétitivité de leurs exportations. La réponse est justement que la fraction dominante de la bourgeoisie grecque – et de toutes les autres bourgeoisies nationales qui ont adopté l'euro – a rejeté la stratégie dite des « dévaluations compétitives » depuis trente ans et a considéré que sa position sur le marché mondial serait renforcée par sa participation à l'euro. L'euro a d'ailleurs été utilisé comme un argument passe-partout pour imposer l'austérité nécessaire pour remplir les critères de convergence permettant d'y participer. Il serait long et hors propos d'expliquer pourquoi la stratégie des « dévaluations compétitives » a été remplacée depuis la fin des années 1970s par la stratégie dite de la « désinflation compétitive » (l'austérité), mais disons simplement que la fin du système monétaire international de

Bretton-Woods et le besoin croissant d'avoir recours aux marchés financiers internationaux ont signifié que les « dévaluations compétitives » n'étaient plus une option. De surcroît, la participation à l'UEM a manifestement été bénéfique pour les états de la périphérie puisque le coût auquel ils empruntaient sur les marchés financiers internationaux a diminué depuis l'introduction de la monnaie unique¹¹. Cet argument a été utilisé pour justifier l'austérité (« c'est dur aujourd'hui mais cela nous sera bénéfique après »). Les problèmes des états périphériques montrent que cet argument était faux.

Disons aussi, en passant, que des écarts de compétitivité existent aussi au sein des différents pays de l'UE. Cela se traduit par des écarts en termes de niveau de vie, de chômage etc. Par exemple, l'écart est très important entre l'Allemagne de l'est et celle de l'ouest (pour ne pas mentionner les Länder du sud ou du sud-est) ou entre le nord de l'Italie et le sud. Pour autant, personne à gauche ne proposerait que ces régions sortent de l'euro comme solution à leurs problèmes.

C'est cette ambiguïté analytique qui crée l'ambiguïté politique. La sortie de l'euro est présentée comme un mot d'ordre potentiellement mobilisateur. Il est vrai que depuis un an, il y a eu un retournement dans la façon dont les gens considèrent l'UE en Grèce, passant d'une appréciation positive à une appréciation très négative. Mais cela ne signifie pas pour autant que ce retournement identifie correctement les raisons du mal. Brandir la sortie de l'euro comme solution aux problèmes de la Grèce signifie répandre l'illusion que c'est la façon dont l'UEM fonctionne qui a provoqué la crise ayant débouché sur les mesures d'austérité¹². Et c'est cette idée qui conduit à des propositions de type

La crise et les problèmes concrets qu'elle pose en Europe dans la conjoncture actuelle soulèvent la question de la nécessaire convergence des mouvements ouvriers européens

11. Les investisseurs internationaux ont cru, à tort, que la dette souveraine des pays périphériques était aussi solide que celle de l'Allemagne (l'état européen qui paie les taux d'intérêt les plus bas sur sa dette souveraine puisque considéré comme le plus solvable) parce qu'ils ont considéré que la monnaie unique signifiait que les dettes souveraines étaient prises en charge par l'Union Européenne. Mais quand à l'automne 2009 ils se sont rendus compte qu'il n'y avait rien d'automatique à ce que la dette de l'état grec soit garantie par l'UE ou les autres pays, ils se sont mis à spéculer sur le fait de savoir si l'état grec serait secouru ou pas.

12. Ce qui est partiellement vrai, étant donné que l'UEM est une union monétaire mais pas fiscale (c'est-à-dire que chaque état est responsable de ses revenus, de ses dépenses et de ses dettes). D'où la spéculation des investisseurs financiers sur l'éventuel secours à l'état grec, mais qui n'a fait qu'aggraver une situation déjà dramatique et à précipiter les mesures d'austérité qui seraient prises tôt ou tard. Mais raisonner sur cette base conduirait à penser que la solution est le renforcement de l'UEM plutôt que le contraire.

13. Lorsque, au meeting de Marxism 2010 dont l'article dans le dernier numéro de *Que Faire ?* est la retranscription, ces objections lui ont été soumises, il a répondu dans le sens de ce qui suit.

14 <http://www.verdi.de/nachrichten/newsArchiv?channel=nachrichten&id=griechenland-in-den-ruin-getrieben>.

15. Il paraît fort probable également que le Conseil européen adoptera une proposition de la Commission selon laquelle celle-ci aura un droit de regard sur les budgets nationaux avant qu'ils soient soumis aux votes des parlements nationaux. Ce qui augmenterait énormément sa capacité à exercer une pression en faveur de plus d'austérité.



national-développementaliste (politiques industrielles nationales, gestion nationale de la monnaie voire la proposition assez ambiguë de mesures pour stimuler la productivité – le tout pensé comme ayant l'objectif de restaurer la compétitivité internationale de la Grèce).

Costas Lapavitsas a évidemment conscience de ces contradictions. Sa réponse est que mettre en place la première revendication (annulation de la dette) signifiera une rupture avec l'UE et la nationalisation des banques sous contrôle ouvrier. Mais je ne vois pas d'automatisme à ce niveau-là. D'abord, l'exemple mis en avant par le deuxième rapport de *RMF* est l'Argentine, où la dette de l'état argentin a unilatéralement été annulée à plus de 90% suite à la crise de 2001. Mais cela ne s'est pas fait sous contrôle ouvrier. Il est fort probable que la dette de l'état grec soit réduite. À quel point et sous quelles conditions dépendent d'une série de rapports de force : entre l'état grec et ses créanciers (même si pour le moment personne n'évoque publiquement une éventuelle « restructuration » de la dette grecque) et entre l'état et le mouvement ouvrier grec. Le mot d'ordre « annulation de la dette » est parfaitement justifié de ce point de vue en Grèce puisque la question est posée de manière concrète et donc le mot d'ordre en question peut fournir une perspective pour le mouvement ouvrier dans son ensemble. Mais également, je ne vois pas pourquoi l'annulation de la dette grecque provoquerait nécessairement une rupture avec l'UE. Elle créerait certainement une situation inédite et sèmerait la panique chez les dirigeants européens. Elle donnerait très probablement confiance aux autres mouvements ouvriers nationaux en Europe pour se battre dans le même sens. Ainsi, elle serait un facteur qui renforce la convergence des travailleurs à l'échelle européenne. Et même si elle devait signifier une telle rupture, dans ce cas-là cela doit faire partie de l'analyse développée par la gauche radicale et non pas une revendication présentée comme une solution. Sur ce point Costas Lapavitsas a absolument raison d'attaquer ce qu'il appelle la « *maladie qui a touché la gauche* », à savoir l'europhobie. Beaucoup à gauche expliquent qu'annuler la dette mettra en danger l'euro et l'UE et donc ne peut pas être envisagé, ni une rupture avec l'UE, puisque – selon cette analyse – elle constituerait une régression historique. Mais il faut savoir établir des priorités, et donc dire la chose suivante : si annuler la dette pour défendre le niveau de vie des travailleurs signifie rupture avec l'UE, alors ainsi soit-il.

La crise et les problèmes concrets qu'elle pose en Europe dans la conjoncture actuelle soulèvent la question de la nécessaire convergence des mouvements ouvriers européens. La manifestation organisée par les syndicats européens le 29 septembre dernier, ainsi que les grèves ayant eu lieu simultanément en Espagne, en Grèce, en Pologne, en Slovaquie et ailleurs (si les dirigeants syndicaux français avaient un peu d'imagination et surtout le

Brandir la sortie de l'euro comme solution aux problèmes de la Grèce signifie répandre l'illusion que c'est la façon dont l'UE fonctionne qui a provoqué la crise ayant débouché sur les mesures d'austérité. Et c'est cette idée qui conduit à des propositions de type national-développementaliste

souci de construire réellement une dynamique de lutte, ils auraient au moins appelé à une nouvelle journée d'action nationale le 29 septembre aussi) ont montré de façon concrète ce que cela peut signifier. Pareil, la déclaration du syndicat des fonctionnaires allemands Verdi¹⁴ au printemps dernier contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement grec et en solidarité avec les travailleurs grecs, alors que les tabloïds allemands menaient une campagne raciste contre ces mêmes travailleurs, est un autre exemple de la tendance à la solidarité entre travailleurs européens que nous devons soutenir. Certes, une déclaration de solidarité est peu de chose, mais le principe est important. Demain, ce principe pourrait déboucher sur des grèves de solidarité en Allemagne en soutien à des grévistes espagnols ou grecs par exemple, ou sur une grève coordonnée au niveau européen contre les politiques de rigueur, surtout si elles sont de plus en plus ouvertement orchestrées par la Commission européenne.

